

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE
T/PV.786
29 avril 1957
FRANCAIS

30 AVRIL 1957
UN/SA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT QUATRE-VINGT-SIXIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le lundi 29 avril 1957, à 14 heures.

Président

M. ASHA

(Syrie)

1. Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française pour 1955 [3e] (suite)
2. Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française pour 1955 [3c] et auditions de pétitionnaires du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française [14] : audition des représentants de l'Union des Associations traditionnelles (suite)
3. Dispositions relatives à l'envoi d'une mission de visite périodique dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale en 1957 [5]
4. Vingtième session du Conseil de tutelle

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.786. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-13580

(47 p.)

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE
DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 (T/1300, 1304 et Add.1,
T/PET.7/520; T/L.740 [Point 3 e) de l'ordre du jour/ (suite)

Débat général (suite)

M. BARGUES (France): Dans une déclaration liminaire faite le 16 avril, la délégation française, évoquant la situation du Togo, mettait l'accent sur le fait que cette situation se présente d'une manière essentiellement mouvante, le Territoire traversant une période de transition, caractérisée par le transfert des compétences fondamentales politiques et administratives de la Puissance administrante à des organismes spécifiquement togolais, ces organismes étant essentiellement une Assemblée législative et un Conseil des ministres responsables devant elle.

Examiner alors les progrès réalisés dans le Territoire au cours de l'année 1955, tels qu'ils apparaissent dans le rapport présenté par l'Autorité administrante, offre un intérêt sans doute, mais beaucoup plus pour l'historien que pour le diplomate ou l'homme politique, en tout état de cause un intérêt de caractère purement rétrospectif.

Je reconnais que l'usage a très sensiblement élargi la portée des articles 72 et 73 du règlement intérieur du Conseil de tutelle et qu'en fait, l'examen auquel procède ce Conseil ne se limite pas à la période à laquelle se réfère le rapport annuel de la Puissance administrante, mais se prolonge au contraire au-delà de cette période jusqu'à la date même à laquelle se réunit le Conseil. Ainsi l'examen de la situation au Togo tiendrait compte, selon cet usage, des événements survenus en 1956 et 1957, à savoir la mise en application du nouveau statut, le référendum, la modification récente apportée par le décret du 22 mars, et la mise en place des institutions de la République autonome.

Mais nous devons, sur ce point, nous reporter à la résolution 1046 (XI) adoptée le 23 janvier 1957 par l'Assemblée générale, selon laquelle le Conseil de tutelle, étudiant les problèmes du Togo sous administration française, est appelé à "tenir compte du rapport de la commission" chargée "d'étudier l'ensemble de la situation dans le Territoire telle qu'elle résulte de l'application pratique du nouveau statut".

Examiner la situation du Territoire sans avoir en sa possession le rapport de la Commission équivaut, pour le Conseil, d'une part à négliger les recommandations de l'Assemblée générale, d'autre part à se priver d'un indispensable élément d'information.

La délégation française a fait à cet égard, à l'ouverture de notre débat, une déclaration sans ambiguïté. Elle regrette que ses arguments, de pure logique, n'aient pas convaincu la majorité des membres du Conseil. Cette délégation a donc participé, avec tous les moyens en son pouvoir, au débat qui s'est instauré. Sa position de principe, toutefois, ne pouvait en être pour autant modifiée.

Le gouvernement de la Puissance administrante et celui de la République du Togo, comme la délégation qui les représente ici, animés du désir d'apporter à la Commission la collaboration la plus entière, se doivent de réserver aux membres de cette Commission les explications et commentaires que pourrait appeler la mise en application des nouvelles institutions togolaises. Ils se doivent de n'adopter aucune attitude définitive avant d'avoir pris connaissance du rapport de la Commission. Ils tiennent enfin à éviter d'exercer, par des déclarations officielles prématurées, une influence quelconque sur l'opinion des membres de la Commission.

Au cours de ce débat que je n'avais pas voulu, je ne me suis pas écarté un seul instant de cette ligne de conduite. Maintenant que nous sommes parvenus à la fin de nos discussions, je m'abstiendrai donc encore de m'engager, et d'engager mon gouvernement, en apportant des réponses aux problèmes posés par l'adoption et la mise en application du nouveau statut.

Je ne puis toutefois laisser sans réplique un certain nombre d'affirmations ou de jugements que je trouve dans les déclarations de quelques-uns de mes collègues, et qui ne me paraissent pas conformes à la réalité des faits, non plus qu'à l'objectivité la plus élémentaire.

Je ne manque pas, en particulier, d'être surpris lorsque le représentant de l'Inde prétend que le Conseil de tutelle "n'a pu, jusqu'à présent, avoir connaissance du nouveau statut". Il est beaucoup plus vrai de dire, comme n'a pas manqué de le faire, avec raison, la délégation d'Haïti, que le statut a pu être examiné deux fois, au Conseil et à l'Assemblée générale. Or cette Assemblée, en se référant, dans sa résolution 1046 (XI) que j'ai déjà citée, au transfert de pouvoirs qui est l'objet

même du statut, a montré qu'elle avait eu connaissance de ce statut, puisqu'elle porte sur lui une appréciation, d'ailleurs élogieuse. Il est vrai que l'Inde fait fi des résolutions de l'Assemblée générale, puisqu'elle se refuse à appliquer celles qui ne lui conviennent pas, ou qui peuvent la gêner. La délégation indienne est donc, en quelque sorte, et bien qu'elle nie l'évidence - ou peut-être à cause de cela - logique avec elle-même lorsque elle prétend ignorer le statut.

Où elle l'est beaucoup moins, c'est lorsqu'elle analyse ce statut que ni le Conseil ni elle-même ne sont censés connaître.

Et l'on peut se demander sur quels arguments elle se base lorsqu'elle avance que la République autonome du Togo n'est pas une république et qu'elle n'est pas autonome.

Plusieurs délégations partagent son opinion sur ce point, notamment celles du Guatemala et de la Birmanie. Si, par son recours à l'étymologie latine, le représentant du Guatemala a voulu se référer à la Rome antique, il a choisi là un argument bien inconsistant. Et s'il connaît l'histoire romaine, s'il a lu Platon et Cicéron, ce dont je ne doute pas, il doit penser avec moi que le mot de république couvre des régimes politiques bien divers. Peut-être peut-on faire la même constatation en considérant les républiques actuellement existantes. Mais j'estime que l'organisation de la République française, et par conséquent celle de la République du Togo qui s'en inspire, sont les plus proches de la conception la plus généralement admise du régime républicain, qui est le gouvernement des intérêts de tous. Or nul ne peut contester que le Gouvernement de Lomé soit bien le gouvernement des intérêts de tous, y compris de ceux de M. Sylvanus Olympio.

Pour ce qui est de l'autonomie, je n'aurai garde de recourir à l'étymologie, grecque cette fois, car je ne veux pas faire, avec mon collègue du Guatemala, assaut d'érudition. Je dirai simplement que la République du Togo est autonome parce qu'elle règle ses affaires propres par ses propres lois comme le faisaient ces villes grecques pour lesquelles, justement, le mot avait été créé.

Si, comme le demande le représentant de la Birmanie, les organismes locaux avaient les pleins pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, et s'il n'y avait plus, par conséquent, d'affaires relevant des organes centraux de la République française, le Togo ne serait plus autonome, mais bel et bien indépendant. Or mon collègue ne réclame pas l'indépendance pour le Territoire. Il établit donc - involontairement, je présume - une confusion entre l'autonomie et l'indépendance; il a pourtant été nettement précisé par la Puissance administrante qu'il s'agit ici d'un statut d'autonomie.

Mais sans doute est-il permis de se demander si le représentant de la Birmanie a vraiment procédé à une étude approfondie du statut et en a assimilé toutes les dispositions. Je suis enclin à me le demander lorsque je l'entends dire que les affaires relevant, par exemple, des finances échappent à la compétence des pouvoirs locaux. Or l'on sait (ou plutôt l'on devrait savoir) que l'Assemblée législative vote, dans la plénitude de ses attributions, le budget, les impôts et les taxes.

(comme le faisait, depuis déjà dix ans, l'Assemblée territoriale).

Je tiens d'ailleurs à rassurer mon collègue : il n'est pas seul à commettre des erreurs de cette sorte. Et je ne suis pas certain que, faite par d'autres, elles soient aussi involontaires que lorsqu'il les commet lui-même.

Prétendre, par exemple, que la garantie, donnée par la France, du maintien de l'intégrité des limites territoriales du Togo, établit un lien de subordination entre les deux pays ou même constitue la caractéristique d'une intégration, ne peut relever que de l'ignorance ou de la calomnie. La France, comme d'ailleurs la plupart des grandes Puissances, a, à plusieurs reprises, donné cette garantie à des nations plus faibles qui, d'ailleurs, la sollicitaient, ainsi que le fit le Togo lui-même; je ne sache pas qu'elle ait, à ce jour, intégré ces nations à son territoire.

Réserver à la République française la législation relative à l'aide financière (l'utilisation de cette aide étant une affaire locale) place peut-être aussi le Territoire dans un état de subordination. C'est la subordination de l'emprunteur ou du bénéficiaire d'un don à l'égard de son bailleur de fonds. Je ne sais si le représentant du Guatemala s'estime subordonné à son banquier si, d'aventure, il se fait ouvrir un crédit par lui. La différence qui, toutefois, existe entre la plupart des banquiers et la France est que cette dernière, par l'article 35 du statut, a pris l'engagement de longue durée de continuer d'accorder au Togo l'aide du FIDES.

Comme on pouvait s'y attendre, de pressantes recommandations ont été faites pour l'organisation d'élections au suffrage universel en vue du renouvellement de l'Assemblée législative. Je ferai remarquer que l'Assemblée en fonctions a été élue par un corps électoral comptant plus de 200.000 citoyens, alors que les listes établies pour le suffrage universel en comptent plus de 400.000. C'est dire que le corps électoral ayant désigné l'Assemblée a l'importance numérique qu'il aurait si, au Togo comme dans d'autres pays ou territoires, les femmes ne votaient pas. Il est d'ailleurs piquant qu'une injonction de cette nature soit adressée à la France qui a été la première Puissance, et est encore à ce jour la seule, à avoir institué en Afrique noire le suffrage universel. Ma délégation n'en juge pas moins fort honorable le scrupule animant les représentants qui lui ont adressé une telle invitation. Mais elle eût apprécié ce scrupule à un plus haut prix s'il s'était exercé en toutes circonstances et si, par conséq... es délégations pour lesquelles

le suffrage universel semble être le critère de l'indépendance, et même de l'autonomie, avaient subordonné à l'institution de ce suffrage leur agrément à l'admission, comme Membres des Nations Unies des Etats où il n'existe pas.

Le représentant du Guatemala juge que l'interdiction, par les pouvoirs publics, d'une réunion politique, est contraire au libre exercice des droits civiques de la population. Je regrette d'être sur ce point en désaccord absolu avec mon collègue. J'indiquerai à ce propos que la législation, au Togo, est exactement la même qu'en France; or la France n'a pas la réputation d'être un pays où les droits civiques ne peuvent librement s'exercer. Il est vrai aussi que l'anarchie n'y règne pas. Il est du devoir des pouvoirs publics d'interdire une réunion si l'ordre public risque d'être troublé : et nous savons qu'il l'a été à Atakpamé. Cette obligation, conforme à la loi, l'est aussi à l'article 4, paragraphe B de l'Accord de tutelle, qui prévoit expressément l'intervention de mesures propres à assurer le respect de l'ordre intérieur.

Je reviens pour un instant à la grammaire. Ce sera pour dire au représentant de la Syrie qu'en établissant une distinction fondamentale entre un référendum et un plébiscite, il attribue à la langue française une subtilité qu'elle n'a pas en l'espèce. Les deux mots ont le même sens. Ce n'est que par l'effet d'un usage abusif que dans le langage courant, on réserve le terme de référendum à une consultation sur une loi générale, tandis que le plébiscite doit permettre au peuple de se prononcer sur la doctrine ou la personne d'un homme. En fait, le terme "plébiscite" avait été en premier lieu utilisé par analogie avec le Togo britannique. Mais, au cours de la dixième session de l'Assemblée générale, arguant du fait que, depuis un peu plus de cent ans, le plébiscite évoquait, dans l'esprit des Français, un souvenir de dictature, de césarisme, j'avais moi-même demandé à la Quatrième Commission de bien vouloir adopter le mot "référendum" pour l'opération devant se dérouler dans le Togo sous administration française, ce qui me fut accordé sans aucune difficulté. Il serait aujourd'hui aventuré d'attribuer ce changement de terminologie à de sombres desseins de l'autorité administrante. En fait, le "référendum", au Togo français, a ressemblé comme un frère au "plébiscite" du Togo britannique.

Je ne veux d'ailleurs pas dire par là qu'il convient d'établir une comparaison entre les deux territoires. Et lorsque le représentant de l'Inde avance que le Togo sous administration française est, au moins du point de vue économique, peu différent de Ghana, il oublie seulement que le sous-sol de ce dernier Etat recèle d'importantes quantités de manganèse et que le Ghana exporte 185.000 tonnes de cacao, alors que le Togo n'a pu en vendre, en 1956, que 4.000 tonnes.

Il a été signalé qu'un certain nombre de conventions, conclues au sein de l'Organisation internationale du Travail, n'ayant pas encore été ratifiées par la France, n'avaient pas été rendues applicables au Territoire. Cela est vrai. Mais je ferai observer à ce propos que, de toutes les nations représentées à ce Conseil, la France est celle qui a ratifié le plus grand nombre de conventions de l'OIT. D'autre part, le Code du Travail contient des dispositions qui, avant la lettre, ont mis en vigueur la plupart des conventions non encore ratifiées. Je regrette donc de ne pouvoir accueillir les critiques qui ont été adressées sur ce point à la Puissance administrante et je conseillerai à ceux de mes collègues qui les ont formulées de se remémorer l'apologue de la paille et de la poutre.

Le représentant de l'Inde a regretté que l'hôpital général de Lomé n'ait pas son équivalent dans le Nord. On avait, jusqu'ici, reproché plutôt à l'hôpital de Lomé d'être trop grand. Si le représentant de l'Inde s'était penché avec plus d'attention sur le problème, il aurait appris que la tendance actuelle, dans les pays à faible densité de population, est de ne pas multiplier le nombre des formations hospitalières mais, au contraire, de centraliser les traitements dans une formation importante fortement équipée, sur laquelle, grâce à la facilité des communications - et, notamment, des transports aériens - sont évacués tous les malades graves.

Nous avons l'habitude de voir le représentant de l'Union soviétique jongler avec des chiffres sciemment erronés. Il n'y a évidemment pas manqué et a prétendu, par exemple, que 10 pour 100 seulement des enfants du Territoire bénéficiaient de l'enseignement primaire. Or, selon le rapport de l'UNESCO, 62.035 enfants fréquentent les établissements d'enseignement du premier degré. Selon la délégation soviétique, la population enfantine scolarisable s'élèverait donc à 620.350, ce qui correspond - en prenant le pourcentage de 15 pour 100 reconnu exact par l'UNESCO - à une population totale du Territoire de 4.135.000 habitants, soit quatre fois plus que la population réelle.

La même délégation demande que l'enseignement religieux soit remplacé par un "système progressiste". Si notre collègue entend désigner, par système progressiste, un système communiste, je dois reconnaître que l'enseignement religieux au Togo n'est pas progressiste. Mais si, comme je le crois, il convient d'entendre par "progressiste", partisan du progrès, je tiens à dire que l'enseignement religieux, à quelque confession qu'il appartienne, et tout autant que le laïque, répond à cette condition.

J'ai fait ces quelques remarques pour effectuer des mises au point qui me paraissaient absolument nécessaires, et aussi pour montrer que ce qui constitue une "farce" ce n'est pas, contrairement à l'opinion du représentant de la Syrie, le fait d'appeler le Togo une République autonome, mais plutôt la façon dont certaines délégations conçoivent leur devoir.

Il me reste à donner quelques renseignements complémentaires concernant diverses questions auxquelles je n'avais pu répondre sur le moment, n'ayant pas par devers moi les informations nécessaires.

Le poste de radiodiffusion de Lomé consacre la moitié de ses émissions à des programmes dans différentes langues vernaculaires. Il y faut ajouter quelques programmes de théâtre et de variétés en dialectes indigènes.

Quatre-vingt-dix étudiants bénéficiant de bourses du Territoire poursuivent leurs études en France. Ils se répartissent entre les différentes disciplines de la façon suivante : lettres 14, droit 12, sciences 9, médecine 14, pharmacie 6, dentistes 2, sages-femmes 7, grandes écoles 4, préparation aux grandes écoles 11, écoles techniques 6, divers 5.

S'il est vrai que le nombre des infirmiers appartenant aux cadres permanents a subi une diminution, du fait, notamment, de mises à la retraite, par contre l'effectif total du personnel des infirmiers, infirmières et personnel d'exploitation du service de santé, comprenant les infirmiers non titulaires, a sensiblement augmenté, passant de 485, en 1954, à 509, en 1955.

Enfin, il existe des appareils de radioscopie à Lomé, Sokodé, Atakpamé et Mango. Dans ces centres sont organisées des campagnes de prospection radioscopique systématique chez les écoliers.

Je ne voudrais pas terminer sans demander amicalement au représentant d'Haïti de ne pas se formaliser outre mesure d'une plaisanterie de journaliste, fût-elle d'un goût douteux. Telle est la rançon de la liberté de la presse. Mais un article de journal n'engage que la responsabilité personnelle de son auteur et n'est pas de nature à altérer les sentiments de l'ensemble de la population envers une nation amie.

Qu'il me soit permis, à cette occasion, de remercier la délégation haïtienne de l'objectivité et de la compréhension dont elle a fait preuve dans notre débat, ainsi que de sa déclaration finale dont mon gouvernement fera son plus grand profit. Il me faut rendre le même hommage à la délégation de la Chine qui, à son habitude, a bien voulu apporter à l'étude de nos problèmes les éléments les plus constructifs.

Je sais gré aux délégations de l'Australie, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni des appréciations éclairées qu'elles ont bien voulu porter sur l'action de la France au Togo. On me permettra de faire une mention spéciale de l'intervention du représentant de la Belgique, qui a exposé avec clarté les problèmes que posent l'évolution et la terminaison du régime de tutelle, et a tenté de faire éclater une certaine imposture en déclarant, avec raison selon moi, que "l'information objective et complète ne constitue plus l'aliment essentiel de nos débats".

Constitution d'un Comité de rédaction

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avec la déclaration du représentant de la France, le débat sur la situation du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française a pris fin.

Selon la pratique établie et conformément à la procédure du Conseil, nous devons donc procéder maintenant à la constitution d'un Comité de rédaction. Je propose que les pays suivants fassent partie de ce Comité : Guatemala, Haïti, Australie, Royaume-Uni.

M. SMOLDEREN (Belgique) : J'avais présenté, il y a quelques jours, une motion sur laquelle je voudrais revenir aujourd'hui.

J'avoue avoir été quelque peu surpris des réactions de certains membres du Conseil à la suite des propositions que j'avais faites, lors de la 782ème séance du Conseil, propositions qui ne s'inspiraient que du souci, bien légitime, de faciliter la tâche du Conseil, aux prises avec un problème aussi complexe que celui du Togo. Je dois reconnaître, toutefois, que l'échange de vues qui a eu lieu au cours de cette séance a contribué largement à dissiper certaines équivoques et certains malentendus au sujet d'une proposition pourtant bien simple.

Puisque l'occasion m'en est offerte, je vais m'efforcer d'exposer brièvement, une fois de plus, la portée et le sens de ma motion. Celle-ci tend uniquement : 1) A ne pas créer, au cours de l'actuelle session, de Comité de rédaction pour le Togo sous administration française. 2) A reporter à une session ultérieure le vote de toute résolution concernant la situation dans ce Territoire. Etant entendu qu'il sera créé un Comité et que l'on votera des résolutions au cours d'une session extraordinaire qui se tiendrait, de toute façon, avant la douzième session de l'Assemblée générale; qu'il sera tenu compte, à ce moment là, des déclarations faites, des précisions fournies par le représentant de la France, de l'exposé du pétitionnaire, des observations des membres du Conseil et des représentants des institutions spécialisées.

Le but que se propose ma délégation consiste uniquement à faciliter le travail du Conseil et à l'amener à présenter un rapport plus complet à l'Assemblée générale et à adopter des résolutions qui auraient un caractère plus actuel. Il n'y a rien là, me semble-t-il, qui puisse constituer une manœuvre ou une tentative de détourner le Conseil de son devoir. Bien au contraire.

Jeudi dernier, le représentant de l'Inde a, au sujet du problème des bourses d'études, cru devoir faire une proposition qui allait bien plus loin. Elle tendait, en effet, à reporter purement et simplement à une session ultérieure une question figurant à l'ordre du jour, pour le très bon motif, d'ailleurs, que certains documents auxquels le représentant de l'Inde attachait de l'importance manquaient pour procéder à un examen judicieux de la question. Et personne n'a soulevé d'objection à cette procédure.

Le point de l'ordre du jour relatif à la situation du Togo offre avec le précédent que je viens d'évoquer de grandes analogies. La nécessité d'une remise est peut-être plus impérieuse encore, car, ici, ce qui nous manque, ce n'est pas un document important, c'est le document essentiel.

Certains de mes collègues m'ont objecté que la Commission des Nations Unies avait un mandat limité à l'étude du fonctionnement et de la mise en place des nouvelles institutions. Il convient toutefois de se souvenir que le Gouvernement de la République autonome du Togo a reçu de très larges pouvoirs dans tous les domaines, aussi bien politiques que sociaux, économiques que culturels.

Le rapport de la Commission nous fournira dès lors des informations qui seront indispensables pour porter un jugement définitif sur toutes ces matières.

Je voudrais, en conclusion, lancer un nouvel appel à tous mes collègues, afin qu'à la lumière des précisions que je viens de leur apporter, ils veuillent bien reconsidérer leur position. Il s'agit, en réalité, de rien d'autre que de faire du travail du Conseil un travail vraiment objectif et actuel. Il ne nous sera plus possible, en effet, de modifier ultérieurement les résolutions que nous aurions adoptées à la légère et nous serons amenés - cela ne fait aucun doute - à adopter de nouvelles recommandations à brève échéance. Pourquoi ne pas nous rendre dès maintenant à l'évidence? J'ose espérer ne pas avoir fait appel en vain au sens de la responsabilité de mes collègues.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La question qui vient d'être soulevée par le représentant de la Belgique a déjà été pleinement discutée au cours de séances précédentes. Les membres du Conseil ont, je crois, exprimé leurs opinions sur cette proposition et, s'il n'y a pas d'objections, je la mettrai immédiatement aux voix.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je ne me rappelle pas avoir exprimé l'opinion de ma délégation sur cette proposition et, par conséquent, avec votre autorisation, Monsieur le Président, je le ferai maintenant.

Dans la déclaration que j'ai faite il y a quelques jours, j'ai dit que le débat sur le Togo sous administration française manquait totalement, à mon sens, de réalisme. Je suis toujours de cet avis. J'avais conclu ma déclaration en disant que ma délégation estimait que toute nouvelle discussion sur le Togo sous administration française devrait tenir compte, avant tout et surtout, du rapport de la Commission, ainsi que l'a indiqué l'Assemblée générale.

Nous sommes sur le point de créer un comité de rédaction. Je pense qu'il est inutile, à ce stade, de constituer un comité de rédaction car, de l'avis de ma délégation, ce comité ne pourrait qu'enregistrer les discussions qui se sont déroulées devant le Conseil sans pouvoir, je le répète, adopter de résolution ou rédiger des projets de recommandations, pour cette raison que l'Assemblée générale a décidé, il y a trois mois, que toute nouvelle discussion de la situation au Togo sous administration française devrait avoir lieu à la lumière du rapport de la Commission qui est sur le point de se rendre au Togo français.

Par conséquent, si cette proposition est mise aux voix, je m'abstiendrai. Je m'abstiendrai également sur toute proposition tendant à créer un comité de rédaction et, bien entendu, je réserve mon droit de faire de nouvelles observations sur le rapport lui-même lorsque le Conseil en sera saisi.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La proposition tend à ce qu'aucun comité de rédaction sur le Togo sous administration française ne soit constitué. Je la mets aux voix.

Par 5 voix contre 4, avec 5 abstentions, la proposition est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Pour le compte rendu sténographique, je désire faire la déclaration suivante.

Le Conseil a décidé de ne pas nommer de comité de rédaction sur le Togo sous administration française et de laisser en suspens toutes les résolutions jusqu'au moment où la Commission spéciale aura présenté son rapport.

M. MUFTI (Syrie) : Le Conseil vient de décider de ne pas constituer, pour le moment, de comité de rédaction, mais il n'a pas pris de décision sur le sort des résolutions que le Conseil lui-même pourrait adopter.

Il est un domaine, particulièrement, dans lequel le Conseil pourrait prendre une décision. Ce domaine est celui des élections qui n'entrent pas dans le mandat de la Commission spéciale. Si une proposition de cette nature n'est pas présentée au Conseil par d'autres délégations, ma délégation est prête à soumettre un projet de résolution concernant les élections, étant donné que cette matière n'entre pas dans le mandat de la Commission de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La supposition du représentant de la Syrie est exacte.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : J'étais sur le point de faire la même déclaration. La décision que le Conseil vient de prendre concerne uniquement la création d'un comité de rédaction. Ainsi que vous le savez, Monsieur le Président, un projet de résolution a été présenté par les délégations des Etats-Unis et de l'Inde et nous espérons que le Conseil s'en saisira au cours de la présente session.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je veux préciser l'attitude de ma délégation. La situation ne s'est pas présentée exactement comme nous l'aurions désiré. La délégation des Etats-Unis aurait été en faveur de la création, maintenant, d'un comité de rédaction en ce qui concerne les questions sociales, économiques et de l'enseignement. Nous n'aurions pas été partisans de laisser ce comité travailler dans le domaine politique qui, espérons-nous, aurait pu être renvoyé jusqu'à la session extraordinaire.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Etant donné que je suis l'auteur de la proposition qui vient d'être adoptée, je voudrais que ma déclaration soit reproduite très exactement dans le compte rendu sténographique.

Je tiens simplement à relire les termes de ma proposition. Ce sera, d'ailleurs, la quatrième fois.

Ma proposition tendait uniquement : 1) à ne pas créer, au cours de l'actuelle session, de comité de rédaction pour le Togo sous administration française; 2) à reporter à une session ultérieure le vote de toute résolution concernant la situation dans ce Territoire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je n'ai mis aux voix qu'un seul point, à savoir qu'aucun comité de rédaction sur le Togo sous administration française ne soit créé à la présente session. C'est tout.

En ce qui concerne les projets de résolution, je dois consulter le Conseil. Nous n'avons pas pris de décision à cet égard.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais proposer la création d'un comité de rédaction avec l'objectif limité de rédiger des conclusions portant sur les conditions économiques, sociales et de l'enseignement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil est saisi d'une proposition soumise par le représentant de l'Inde et tendant à ce qu'un comité de rédaction soit constitué pour examiner les conclusions sur le progrès économique, social et de l'enseignement dans le Territoire.

M. BARGUES (France) : Je pense que nous avons voté sur la question de savoir si un comité de rédaction serait constitué pour examiner toutes les questions concernant la situation générale au Togo, qu'il s'agisse de questions politiques, économiques, sociales ou culturelles. C'est tellement vrai que le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit qu'il aurait préféré que la résolution fût partielle et ne visât que les problèmes économiques, sociaux et culturels. Donc, la résolution que nous avons votée intéresse tous les domaines, aussi bien politiques, sociaux, culturels ou économiques. Je ne pense pas qu'il soit possible maintenant de revenir, par un nouveau vote, sur une résolution déjà adoptée par le Conseil.

M. MUFTI (Syrie) : Après l'intervention du délégué de la Belgique, ma délégation est en position de contester le résultat du vote, étant donné que le délégué de la Belgique a eu des doutes quant à la forme exacte de la proposition qui a été mise aux voix. Si le Conseil n'y voit pas d'inconvénient, je crois qu'il conviendrait de procéder à un nouveau vote.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je crois qu'il importe d'user de bon sens et de logique. Le Conseil a pu décider de ne pas créer de comité de rédaction pour le Togo sous administration française. Il est certain que la discussion a surtout porté sur le domaine politique. La raison qui a été donnée pour ne pas créer de comité de rédaction est que la Commission spéciale de l'Assemblée générale fera rapport au Conseil de tutelle, réuni en session extraordinaire; après quoi celui-ci fera lui-même rapport à l'Assemblée générale. Si, au cours de la session extraordinaire du Conseil, il devait être uniquement question du rapport de la Commission spéciale les domaines sociaux, culturels et économiques ne seraient pas couverts dans le rapport qu'adressera le Conseil de tutelle à l'Assemblée générale. La logique commande de faire ce qu'a proposé le représentant des Etats-Unis d'Amérique, c'est-à-dire de former un comité de rédaction qui formulera des conclusions et recommandations sur les trois domaines (social, économique et culturel); de façon que le Conseil de tutelle, dûment saisi, soit en mesure de faire rapport à l'Assemblée.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Je n'ai jamais eu de doute quant à la portée de ma proposition, étant donné que je l'ai répétée quatre fois. Si elle est contestée, ce ne peut être qu'en ce qui concerne le second point (le vote des résolutions), mais non en ce qui concerne le premier point (l'absence de comité de rédaction) puisque ce point a été acquis par un vote.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Nous ne voyons pas les choses sous le même angle que la délégation du Guatemala. Nous avons eu soin de souligner, dans notre déclaration, que la résolution de l'Assemblée générale prévoit l'envoi, au Togo sous administration française, d'une commission chargée "d'étudier, à la lumière des débats de la Quatrième Commission, l'ensemble de la situation dans le Territoire telle qu'elle résulte de l'application pratique du nouveau statut, ainsi que les conditions dans lesquelles ce statut est appliqué". La résolution dit bien "l'ensemble de la situation". C'est dire que mes observations, encore qu'elles fussent surtout consacrées au domaine politique, englobaient également les domaines économique, social et culturel.

M. DORSINVILLE (Haïti) : Certains votes interviennent parfois qui nous surprennent par leur résultat. C'est ce qui vient de se passer à la suite de la proposition faite par le représentant de la Belgique. Il a rappelé qu'il avait fait une proposition tendant à ce qu'il n'y ait pas de comité de rédaction pour le Territoire du Togo sous administration française. Je me rappelle qu'il avait effectivement fait cette proposition; il l'a répétée cet après-midi. Mais il est un fait que cette proposition est venue à un moment où, semble-t-il, tous les esprits n'étaient pas préparés à en saisir complètement la portée. C'est la raison pour laquelle ma délégation s'est abstenue au moment du vote, ce qui signifiait qu'elle ne prenait parti ni pour la proposition belge ni contre cette proposition. En effet, nous étions en train de réfléchir à la portée de cette proposition. A la vérité, ma délégation, bien qu'elle soit sensible aux arguments qui ont été avancés concernant certains aspects qui pouvaient être examinés par le comité de rédaction, n'était pas tout à fait convaincue que le comité de rédaction ne pût pas examiner certains domaines de la situation au Togo. Beaucoup de délégations se sont prononcées tout au long en ce qui concerne les aspects économique, social et culturel, tout en faisant certaines réserves quant à la situation politique.

Ma délégation elle-même a dit qu'elle n'était pas préparée, pour le moment, à examiner la situation politique dans le Territoire; elle avait examiné le statut à deux reprises, précédemment, et se réservait de le faire à nouveau à la lumière du rapport de la Commission spéciale qui se rendra au Territoire. Nous pensons qu'un comité de rédaction aurait pu être établi par le Conseil de tutelle pour examiner les trois domaines économique, social et culturel, comme ceci a été fait provisoirement pour le Cameroun sous administration française. Le cas n'est pas tout à fait semblable, puisque le comité de rédaction pour le Cameroun aura, au cours de cette session, à préparer des conclusions et recommandations dans le domaine politique à une date ultérieure. Mais le problème, pour le Togo, sera réservé à une session ultérieure en ce qui concerne le domaine politique. En ce qui concerne les trois autres domaines, le comité de rédaction pourrait fort bien préparer des projets de conclusions et recommandations. C'est la raison pour laquelle ma délégation verrait avec faveur le Conseil reconsidérer la proposition qu'a faite le représentant de l'Inde et qui semble rencontrer, jusqu'à un certain point, ce qu'a dit le représentant des Etats-Unis d'Amérique, qui ne voit pas d'inconvénient à ce qu'un comité de rédaction étudie les trois domaines économique, social et culturel. Telle est la position de ma délégation à cet égard.

En ce qui concerne la deuxième partie de la proposition faite par le délégué de la Belgique, là encore il semble que tout le monde n'ait pas compris parfaitement la portée de cette proposition. En effet, le représentant de la Belgique souligne que, dans sa proposition, il était question de ne pas prendre de résolution du tout en ce qui concerne le Togo, d'où il découlerait que le projet de résolution proposé par les délégations de l'Inde et des Etats-Unis, concernant la question des élections, ne devrait pas être considéré par le Conseil. Je ne pense pas que la proposition du représentant de la Belgique dût couvrir ce cas particulier. Comme il a été souligné, cette question ne relève pas du mandat de l'Assemblée générale, puisque la résolution votée en Quatrième Commission contient déjà une proposition en ce sens.

Pour conclure, ma délégation souhaiterait que fût considérée la question d'un comité de rédaction pour les trois domaines économique, social et culturel. La question d'une résolution sur les élections dans le Territoire est en dehors, semble-t-il, de la proposition qu'avait faite le représentant de la Belgique.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ayant adopté la proposition soumise par la délégation belge, le Conseil de tutelle a certainement agi contrairement à sa tradition et à sa procédure habituelle. Toute la question du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française, qui a fait l'objet d'un débat au cours de la présente session, demeure donc en suspens. On peut donc se demander pourquoi le Conseil a procédé à ce débat, pourquoi il lui a consacré tant de temps; était-ce pour n'aboutir à aucun résultat, à aucune recommandation? Le Conseil a procédé à l'examen du rapport annuel de l'Autorité administrante, à propos du Togo sous administration française, comme il l'a fait à propos d'autres Territoires. Au terme de cet examen, il est pleinement fondé à prendre une décision. Lorsque la Commission spéciale désignée par l'Assemblée générale présentera son rapport, le Conseil de tutelle étudiera ce rapport et, au vu de ce document, se prononcera et adressera à l'Assemblée un rapport complémentaire. C'est ce que prévoit, au surplus, la résolution de l'Assemblée générale. Aussi ma délégation estime-t-elle que le Conseil de tutelle doit présenter à l'Assemblée générale un rapport complet, comme il le fait pour les autres Territoires. Nous demandons que le Conseil revienne sur la décision prise, crée un comité de rédaction et présente des conclusions et recommandations sur tous les domaines de la situation au Togo sous administration française. Nous appuyons la proposition du représentant de la Syrie à l'effet que le Conseil, revenant sur sa décision, ne crée pas un précédent dangereux, tant il est vrai que certaines délégations n'avaient pas très bien compris la proposition sur laquelle elles étaient invitées à voter. Si le Conseil ne pouvait accepter la proposition éminemment raisonnable du représentant de la Syrie, la délégation soviétique appuierait résolument celle de la délégation de l'Inde.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Vous connaissez tous le règlement de l'Assemblée, qui contient une disposition au sujet de la révision d'une décision prise, mais malheureusement le règlement du Conseil ne comporte pas de disposition semblable.

Cependant, de l'avis du Président, la proposition du délégué de l'Inde est recevable. Si vous n'y voyez pas d'objection je la mettrai aux voix. Le représentant de l'Inde a proposé qu'un comité de rédaction soit nommé pour examiner l'aspect économique, social et culturel dans le Territoire. Je vais donc mettre cette proposition aux voix.

Par 7 voix contre 5, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Je propose que ce comité soit composé des membres suivants : Guatemala, Haïti, Australie et Royaume-Uni.

Il en est ainsi décidé.

M. DORSINVILLE (Haïti): Il y a un deuxième point qui a été soulevé. Allez-vous l'évoquer? Il s'agit de savoir quelle est la portée de la proposition qu'avait faite le représentant de la Belgique, qui a dit que sa proposition tendait à ce que l'on ne prenne aucune décision, aucune résolution en ce qui concerne le Togo sous administration française. C'est une question d'ordre politique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): C'est ce que j'avais l'intention de faire après avoir nommé les membres du Comité. Je remercie le représentant d'Haïti de me l'avoir rappelé.

Nous sommes maintenant saisis d'un projet de résolution de l'Inde et des Etats-Unis. Le Conseil doit-il le discuter à la présente séance?

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais): Nous connaissons tous la procédure concernant la distribution d'un projet de résolution. Les auteurs présentent ce projet, puis ensuite le Conseil prend une décision : celle de l'adopter, de le rejeter ou de l'ajourner. Il est prématuré, dès maintenant, de parler du projet de résolution commun des Etats-Unis et de l'Inde. Ce n'est pas ainsi que nous agissons d'habitude. Les auteurs de ce projet de résolution n'ont même pas eu l'occasion de le présenter.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Le représentant d'Haïti m'avait posé une question. Par courtoisie, je lui ai répondu. Le Conseil fera ce qu'il voudra. S'il ne veut pas s'occuper de ce projet de résolution aujourd'hui, je n'insisterai pas. Je propose que nous laissions ceci de côté et que nous passions à l'ordre du jour.

M. MUFTI (Syrie) : Ceci est tout à fait clair, mais il faut ajouter la précision suivante : Le Conseil n'a pris aucune décision. La seule qui ait été prise concerne le Comité de rédaction.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Je me vois forcé de m'opposer à cette interprétation. Je ne peux que renvoyer les membres du Conseil aux comptes rendus de la 782ème et de la 786ème séances.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation estime, après la déclaration qui vient d'être faite, qu'un vote devrait être également pris sur la deuxième partie de la proposition belge.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Je voudrais rappeler au représentant de la Belgique - le compte rendu prouvera que j'ai raison (je crois l'avoir déjà dit deux fois) - que la proposition belge tendait à la création d'un comité de rédaction. Nous n'avons pris aucune décision sur la deuxième question. Pourquoi ne pas reporter ce point à une autre séance?

M. PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais): En mettant la proposition belge aux voix, vous avez très clairement dit qu'il s'agissait de la formation d'un comité de rédaction. Ma délégation a voté contre cette proposition.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Si vous insistez pour que je mette aux voix la deuxième proposition, je suis tout disposé à le faire.

M. SMOLDEREN (Belgique) : J'ai présenté une motion unique, en deux points. Mais personne n'a demandé de vote séparé.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais): Peu importe comment un représentant présente ses propositions. Il peut présenter une proposition complète qui comprend plusieurs parties. Mais ce qui importe, c'est ce que le Président met aux voix. Si vous vous reportez au compte rendu de cette séance ou à l'enregistrement, vous verrez que ce que vous avez mis aux voix c'est la formation d'un comité de rédaction. C'est sur ce point, et sur nul autre, que nous avons voté.

M. MUFTI (Syrie) : La deuxième partie de la proposition belge prévoit qu'aucune résolution ne sera adoptée par le Conseil au cours de cette session. Or, le Conseil vient de décider de former un comité de rédaction pour les questions sociales, économiques et culturelles. Il est, par conséquent, sous-entendu que ce comité de rédaction est tout habilité à présenter au Conseil des projets de recommandations dans ces trois domaines. La deuxième partie de l'amendement belge, par conséquent, n'est plus valable.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne crois pas qu'il soit utile de discuter sur ce qui a été ou non mis aux voix. Le compte rendu montera demain matin ce que le représentant de la Belgique a exactement proposé et ce que le Président a mis aux voix. Je propose que nous ajournions ce débat jusqu'à ce que ce compte rendu soit disponible.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : C'est à vous, Monsieur le Président qu'il appartient de nous dire ce que vous avez mis aux voix et la question sur laquelle nous nous sommes prononcés. L'ajournement porte sur la deuxième partie de la proposition belge.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai dit trois fois déjà - c'est donc maintenant la quatrième fois - que ce que j'avais mis aux voix, c'était la proposition belge tendant à ce qu'aucun comité de rédaction ne soit nommé en ce qui concerne le Togo sous administration française. C'est tout. Je n'ai pas mis aux voix la deuxième partie de la proposition belge.

Voilà où nous en sommes maintenant : le Conseil a décidé de donner un comité de rédaction; ce Comité de rédaction a été créé. De plus, nous sommes également saisis d'un projet de résolution soumis par l'Inde et les Etats-Unis. C'est pourquoi, je propose que nous laissions la question en suspens pour le moment.

Il en est ainsi décidé.

M. BARGUES (France) : Je crois avoir entendu le représentant de l'Australie faire une proposition formelle, à savoir que nous ajournions cette discussion jusqu'au moment où nous aurons connaissance du compte rendu sténographique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ce que je viens de dire est absolument conforme à la proposition du représentant de l'Australie. J'ai dit "nous y reviendrons à une prochaine séance". Comme vous le savez, nous ne réunirons pas avant vendredi prochain. Nous aurons alors le compte rendu de cette séance à notre disposition.

M. JAI PAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je ne comprends pas très bien quelle est la question dont nous remettons la discussion à vendredi. Pour autant que je sache, il s'agit de la discussion du projet de résolution de l'Inde et des Etats-Unis. Nous avons déjà décidé de créer un comité de rédaction ayant un mandat précis.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : C'est très clair. Je n'ai pas dit que nous reviendrions sur cette discussion. Comme on l'a relevé puisque nous avons créé un comité de rédaction, il appartiendra à ce comité de nous présenter des projets de recommandations.

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 [3c] ET AUDITIONS DE PETITIONNAIRES DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE
RESOLUTION 1067 (XI) DE L'ASSEMBLEE GENERALE [147] : AUDITION DES REPRESENTANTS DE L'UNION DES ASSOCIATIONS TRADITIONNELLES (A/RES/500; T/1284, 1304, 1307; T/PET.5/L.433; T/L.736) (suite)

Sur l'invitation du Président, MM. Anjembé Menye, Kingué Jong, Philippe Mbarga et Gustave Ngomba prennent place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander aux membres du Conseil s'ils ont des questions à poser aux pétitionnaires.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait demander aux pétitionnaires de plus amples précisions concernant les réclamations qui ont été faites en ce qui concerne les dernières élections qui se sont déroulées dans le Territoire. Il a été mentionné, à la dernière séance, que 17 réclamations avaient été faites concernant 17 régions.

Ma délégation voudrait avoir de plus amples précisions quant à la nature des réclamations qui ont été faites.

M. KINGUE JONG (Union des associations traditionnelles) : Ces réclamations concernent essentiellement la nature des élections et la façon dont elles se sont déroulées. Il s'agit de fraudes et de truquages qui ont caractérisé ces élections. Nous avons parlé de 17 régions, sur les 19 régions que compte le Territoire. Les questions ont été portées devant le tribunal, et celui-ci s'est déjà prononcé sur deux des réclamations. Dans les deux cas, les élections ont été annulées.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation aurait voulu que des précisions plus détaillées soient données sur la nature des réclamations. On nous dit que ces réclamations ont porté sur le déroulement des élections, sur la façon dont ces élections se sont déroulées. Ne pourrait-on nous préciser davantage quel a été l'objet réel de ces réclamations ? Ces réclamations ont-elles porté sur les bulletins de vote ou sur les personnes qui étaient chargées de diriger les opérations dans les différents bureaux de vote ? De nombreuses questions pourraient être soulevées en ce qui concerne ces réclamations.

M. KINGUE JONG (Union des associations traditionnelles) : J'ai répondu tout à l'heure au représentant de la Syrie que ces réclamations portaient sur le fait que ces élections ont été truquées. Quand on parle de truquage d'élections, cela signifie que des bulletins de vote ont été remplis illégalement et que l'on a fait voter des personnes qui n'auraient pas dû avoir le droit de voter. J'ai aussi dit que dans certaines régions on a fait voter des morts. On avait simplement fait porter leurs noms sur les listes électorales.

C'est dans ce sens que les élections ont été contestées et que des réclamations ont été faites. Je ne veux pas donner d'autres explications. Le tribunal les connaît mieux que moi et l'administration sait également, sans doute, de quelle façon ces élections se sont déroulées, puisqu'elle doit témoigner devant le tribunal en même temps que ceux qui ont fait des réclamations.

M. MUFTI (Syrie) : Lorsque le Conseil a été appelé à examiner le rapport annuel, il lui a été loisible de constater le pourcentage considérable de ceux qui ont participé au vote dans les régions qui sont caractérisées par une grande étendue de forêts.

D'autre part, le pétitionnaire a mentionné précédemment une question qui avait trait aux urnes qui ont été, paraît-il, déposées dans la brousse. Je me demande s'il n'y a pas un certain rapport entre le fait de constater un pourcentage élevé de votes dans les régions forestières et la remarque qui a été formulée par le pétitionnaire concernant les urnes déposées dans la brousse.

Le pétitionnaire serait-il en mesure de nous donner des explications complémentaires sur cet aspect de la question ?

M. KINGUE JONG (Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun) : Le représentant de la Syrie a répondu lui-même à la question. J'ajouterai qu'il y a une différence sensible entre les résultats des élections qui se déroulent dans la brousse et ceux des élections qui se déroulent dans les villes. C'est précisément dans les régions de brousse que l'on rencontre le plus de fraudes parce qu'un grand nombre de personnes votent sans savoir exactement à quoi ce vote correspond. Je puis donc répondre au représentant de la Syrie que sa question s'applique particulièrement aux régions de brousse, où l'on vote de façon plus désordonnée, plus dirigée.

M. MUFTI (Syrie) : Le pétitionnaire avait mentionné dans une de ses déclarations que la population autochtone n'était pas entièrement responsable des incidents de mai 1955. Ma délégation voudrait savoir quels sont les autres responsables des incidents de mai 1955, selon l'avis du pétitionnaire ? Nous savons qu'il y a d'autres responsables, mais nous voudrions avoir des précisions à ce sujet.

M. KINGUE JONG (Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun) : Nous avons tenu à indiquer que nous ne voulions pas prendre trop de responsabilité, prendre trop nettement position devant ce Conseil. Nous sommes toutefois obligés de dire notre pensée. Lorsque des troubles éclatent dans un Territoire, c'est parce que certaines personnes les fomentent. D'autres personnes ont pour mission de les réprimer. Tout ce qui vous a été révélé prouve qu'il y a eu, au Togo, des fomentateurs de troubles et qu'il y a eu des gens chargés de les réprimer. C'est tout ce que je puis dire. C'est au Conseil de constater ce que je pourrais constater moi-même, à savoir que les troubles ne naissent pas tout seuls; il faut que certaines personnes, que certains individus jouent un rôle. De même la répression ne se fait pas toute seule. Elle s'opère par l'intermédiaire de certaines personnes, de certains individus.

Vous savez qu'il y a eu des troubles en 1955. Vous savez quelle était l'origine de ces troubles. On vous a dit que seule l'UPC en était responsable. Ce n'est peut-être pas mon opinion, ce n'est peut-être pas l'opinion de tous les Camerounais, mais je ne puis faire de déclarations à ce sujet.

Je dirai simplement qu'il y a eu des troubles au Cameroun et qu'une enquête aurait dû être menée par le Conseil. Cela n'a pas été possible à cause d'une certaine opposition - disons, de l'opposition de l'Administration française. Si une telle enquête avait été faite, elle aurait pu faire ressortir quels étaient les auteurs et les responsables des troubles.

Mais vous me demandez de remplacer le Conseil, de vous dire qui a fomenté ces troubles. Vous possédiez les moyens indispensables, les moyens suffisants, pour connaître les responsables de ces troubles, mais vous n'en avez pas profité.

Je m'excuse de devoir vous dire une fois de plus l'amertume des Camerounais, qui constatent que le Conseil ignore encore, aujourd'hui, à qui appartient la responsabilité des troubles qui ont été fomentés au Cameroun en 1955.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation comprend la position difficile du pétitionnaire, mais elle voudrait poser une question plus précise: des Français autres que le personnel chargé de maintenir l'ordre public ont-ils participé à la répression des troubles en 1955 ?

M. KINUE JONG (Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun) : Je n'en ai pas connaissance. Je sais qu'on avait armé des Français, intentionnellement, pour qu'ils puissent se protéger. Ces Français ont été amenés à se servir de leurs armes. Je laisse donc le soin au représentant de la Syrie de tirer les conclusions du fait que des Français se soient servis des armes qui avaient été mises à leur disposition par le Gouvernement français.

M. BARGUES (France) : Je voudrais réfuter une des affirmations du pétitionnaire qui, j'en suis certain, est mal informé. L'Autorité locale n'a jamais armé des individus isolés, quelle que soit leur origine ethnique, que ce soient des Camerounais ou des Français. Il y a eu simplement des forces armées, des groupes armés, civils ou militaires, qui ont procédé à la pacification. Lorsque je dis "forces armées", j'entends des forces armées militaires ou des groupes de police. Il n'y a jamais eu de particuliers armés individuellement.

M. MUFTI (Syrie) : Je voudrais alors demander une précision à la délégation française. Le terme "pacification" vient d'être employé par cette délégation. Nous voudrions savoir ce que veut dire, précisément, le terme "pacification". En effet, ce mot a été souvent employé dans des cas entraînant des conséquences qui n'ont pas toujours été en faveur des autorités administrantes.

Je voudrais également demander si le port d'arme dans le Territoire est réglementé et si les Français ou les autochtones qui ont porté des armes sans permission ont fait l'objet d'arrestations ou de toutes autres mesures de ce genre?

M. BARGUES (France) : La pacification est l'action qui consiste à ramener la paix. Ceci répond à la première question du représentant de la Syrie.

Je répondrai à la seconde question en disant que le port d'armes est réglementé et que si des individus sont trouvés porteurs d'armes sans avoir une autorisation administrative, ils font l'objet de poursuites réglementaires devant les tribunaux.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt les déclarations du pétitionnaires ainsi que les réponses qu'il a faites aux questions des représentants de la France, de l'Union soviétique et de la Syrie. Je crois que nous avons maintenant une idée assez précise des revendications camerounaises et qu'il n'est peut-être pas nécessaire de poser d'autres questions. D'autre part, je crois me rappeler que le pétitionnaire a dit, plus d'une fois, qu'il éprouvait des difficultés à répondre à certaines des questions qui lui étaient posées parce qu'il craignait des représailles possibles.

Il semble que les pétitionnaires aient essayé de préciser pour le Conseil trois points essentiels.

Tout d'abord, ils ont suggéré qu'à leur avis, les récentes élections n'avaient pas été absolument régulières. Ensuite, ils considèrent que le Statut actuel n'a pas la portée souhaitable. Enfin, ils exigent l'indépendance pour le Territoire sous tutelle et voudraient voir fixer une date limite à cet égard.

Je voudrais demander aux pétitionnaires de nous dire si j'ai bien compris la portée de leurs trois revendications principales.

M. MBARGA (Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun) : Nous sommes tout à fait d'accord avec le représentant de l'Inde et nous voulions précisément faire une petite mise au point au sujet de la question des armes dont il vient d'être parlé ici.

Comme nous l'avons souligné la première fois que nous avons pris la parole devant ce Conseil, nous ne sommes pas venus ici pour faire le procès de la France. Les Assemblées traditionnelles ne constituent pas un parti politique. Nous représentons la tradition, et ce que nous entendons par tradition se résume en un mot : construire. Or on ne peut pas construire et démolir en même temps.

Notre mission est de vous fournir certains renseignements pour vous éclairer sur les divers points qui ont été soulignés ici. Avant de faire la petite mise au point dont j'ai parlé il y a quelques instants, je voudrais dire au représentant de la France - qui, d'ailleurs, ne l'ignore pas - que le Cameroun est reconnaissant à la France, que le Cameroun n'est pas un pays ingrat. L'exemple de la dernière guerre mondiale le prouve puisque le Cameroun, qui n'était pas un pays propre à la France, a été l'un des premiers territoires à répondre présent à l'appel du général de Gaulle. Ce n'est donc pas parce que nous demandons aujourd'hui un statut qui corresponde à la Charte des Nations Unies et aux règlements en vigueur au sein de cette Organisation que le Cameroun devient l'ennemi de la France. Loin de là. Nous demandons ce qui nous est dû et ce qui nous a été promis par cette haute instance internationale.

Je crois que le représentant de la France reconnaîtra lui-même que nous n'abusons pas de la situation, devant ce Conseil.

Voici maintenant la petite mise au point que je vous ai annoncée au sujet des élections. J'indique tout de suite que je n'entends nullement attaquer le représentant de la France ou l'Administration française. Mais je dois dire que les élus actuels de notre Assemblée territoriale sont très loin du peuple. Pourquoi cela? Parce qu'après le vote du décret de mise en application du prétendu Statut du Cameroun, le peuple s'est complètement retourné contre les 60 élus qui ont donné l'avis sans demander le point de vue de la masse, confondant, en somme, l'application de ce décret avec le statut que nous avaient promis les Nations Unies.

Je puis affirmer que, le lendemain du vote, l'Administration du Territoire a fait distribuer des révolvers aux 60 Conseillers territoriaux qui avaient voté pour le Statut, alors qu'elle n'en a pas fait distribuer aux 8 Conseillers qui ne l'ont pas voté. Ces 60 Conseillers territoriaux, lorsque s'ouvre la session, sont entourés de gardes armés dans les hôtels qu'ils habitent. De quoi auraient-ils peur, ces élus, s'ils représentaient vraiment la population? Ils savent ce qu'ils ont fait. Ils savent qu'ils sont loin, maintenant, les gens qui les ont choisis. Ils savent qu'ils ont voté un statut qui n'intéresse pas la population et ils sont obligés d'être protégés par l'Administration.

Si vous ne prenez pas, un jour, une décision apportant la paix réclamée par le peuple du Cameroun, vous apprendrez peut-être, à un certain moment, par des pétitionnaires assis à cette même table, que ceux qui se trouvent devant vous aujourd'hui ont reçu des coups de feu de la part des Conseillers territoriaux, ou même qu'ils ont été tués. Irez-vous, alors, demander au représentant de la France si la détention d'armes est réglementée?

Pourquoi les élus possèdent-ils des armes? Parce qu'ils sont loin des gens qui les ont choisis.

En faisant cette mise au point, je n'ai, je le répète, voulu attaquer personne. Nous sommes simplement venus demander à ce Conseil de nous donner un statut correspondant à la Charte, correspondant aux dispositions des Accords de tutelle ainsi qu'aux nombreuses résolutions qui ont été adoptées par cette haute instance internationale.

M. Kingué JONG (Union des Assemblées et Associations traditionnelles du Cameroun) : Pour répondre d'une façon plus précise à l'intervention du représentant de l'Inde, je voudrais demander la permission de faire une déclaration au nom de ma délégation.

Au cours de la dernière séance, nous avons promis au Conseil de lui donner connaissance du contre-projet de statut qui avait été déposé par le groupe dit d'Action Nationale du Cameroun à l'Assemblée territoriale du Cameroun, et rejeté par la Commission juridique de cette Assemblée. Voici le texte complet de ce contre-projet que je n'avais pas sous la main au cours de la dernière séance :

ASSEMBLEE TERRITORIALE DU CAMEROUN

Première session extraordinaire de janvier 1957

Projet de statut tendant à la reconnaissance de la qualité d'Etat souverain au Territoire du Cameroun, placé sous Administration de la République française, présenté par le groupe d'Action Nationale du Cameroun composé de :

MM. BETOTE AKWA Ernest
SOPPO PRISO Paul

{ Wouri

ASSALE Charles
OBAM ELIA François

{ Ntem

EKWABI EWANE Jean

{ Moungo

BEHLE LEMBE Gaston

{

NTONGA Aloys

{ Kribi

DISSAKE Hans

{ Nkam

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

Il est reconnu, à dater de la mise en vigueur du présent texte, la Qualité d'Etat Souverain au Territoire du Cameroun, actuellement sous la tutelle de l'ONU, confié à l'Administration française.

Article 2

La jouissance de cette Souveraineté n'a d'autres restrictions que celles résultant d'une part, de délégations de gestion ou de représentation librement consenties par l'Etat camerounais à l'Etat français; d'autre part, de conventions particulières négociées par le Gouvernement camerounais.

Article 3

L'Etat camerounais souscrit à la Déclaration universelle des droits de l'homme dont il reconnaît la jouissance à tous ceux, nationaux ou étrangers, qui vivent sur son Territoire.

TITRE II - REGIME POLITIQUE

Article 4

Les institutions de l'Etat camerounais seront définies par une loi constitutionnelle qui tiendra compte des dispositions du présent statut.

TITRE III - RELATIONS FRANCO-CAMEROUNAISES

Article 5

Compte tenu des relations qui existent entre le Cameroun et la France, et dans le but d'asseoir et d'affermir dans de meilleures conditions possibles sa souveraineté, l'Etat camerounais établit avec la République française des liens d'amitié, de coopération et d'assistance qui feront l'objet de conventions particulières conclues pour un temps déterminé.

Ces conventions, sujettes à revision, garantissent, dans le respect mutuel de la personnalité et de la souveraineté des deux Etats, la sauvegarde de leurs intérêts communs.

En général, ces rapports sont basés sur une volonté d'amitié et d'entraide librement consenties de part et d'autre.

Article 6

Dans l'esprit de ce qui précède, l'Etat camerounais confie à l'Etat français, notamment :

- a) La défense extérieure du Territoire. Parallèlement, l'Etat français contribue à la formation progressive d'une armée camerounaise;
- b) L'ensemble de sa représentation diplomatique excepté auprès de certains Etats définis dans les conventions, Etats auprès desquels le Cameroun assurera lui-même cette représentation.

L'Etat camerounais, chaque fois qu'il en aura besoin à l'extérieur, fera appel en priorité aux conseillers, techniciens et experts français pour les services et établissements publics et pour les entreprises à caractère public.

Article 7

En attendant l'intervention de toutes nouvelles institutions judiciaires, l'Etat camerounais conserve le "statu quo" en matière de législation judiciaire.

Article 8

Le Gouvernement camerounais assurera lui-même sa représentation à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'auprès d'autres organismes internationaux.

Article 9

Le Cameroun continue à appartenir à la zone franc dans les conditions qui seront déterminées dans une convention spéciale.

Article 10

L'Etat camerounais adopte le français comme langue officielle et culturelle. L'anglais n'est pas considéré comme langue étrangère.

Article 11

Le présent statut sera soumis à l'approbation de l'Organisation des Nations unies à la diligence du Gouvernement français. Une délégation de l'Assemblée camerounaise participera aux débats.

Une fois le statut approuvé et cautionné par l'Organisation des Nations Unies, il sera organisé, sous la direction et le contrôle de cette instance internationale, un référendum portant sur le présent statut, dont l'acceptation par le peuple camerounais met fin à la tutelle et proclame l'indépendance du Cameroun.

Article 12

Le présent statut ne constitue pas un obstacle à la volonté de réunification des deux Cameroun.

Tel est le contre-projet qui a été déposé par le groupe dit d'Action nationale du Cameroun et qui a été rejeté par l'Assemblée à l'instigation de l'Administration.

La procédure en annexe au contre-projet de statut était la suivante :

"Au choix

"Soit

"A) - L'Assemblée actuelle, après la proclamation de l'Etat souverain camerounais, sera dissoute pour donner lieu à l'élection d'une Assemblée constituante (avec un gouvernement provisoire);

Après la Constitution, l'Assemblée est transformée en une assemblée parlementaire régulière.

"Soit

"B) - L'Assemblée actuelle, après la proclamation de l'Etat souverain camerounais, sera transformée en Assemblée constituante pour donner lieu à l'élection d'une assemblée parlementaire régulière.

"Soit

"C) - Les réformes institutionnelles préconisées par le gouvernement seraient admises comme mesures transitoires en attendant la fin de la procédure de reconnaissance de l'Etat du Cameroun (voir art. 11 du contre-projet)."

Ce contre-projet répond parfaitement - nous l'avons déjà dit - au désir unanime des masses camerounaises. Nous résumons, pour votre gouverne, ce désir :

I. Proclamation du principe de l'indépendance du Cameroun en fixant un délai raisonnable pour la jouissance complète de cette indépendance;

II. Institution d'une assemblée législative camerounaise et d'un gouvernement de transition camerounais chargé de l'ensemble de l'exécutif camerounais, le Haut-Commissaire devenant un chargé d'affaires du Gouvernement de la République française auquel seront confiées :

- a) La défense extérieure du Territoire,
- b) La représentation diplomatique, excepté auprès de certains Etats qui seront définis dans des conventions particulières, ainsi qu'auprès de l'Organisation des Nations Unies,
- c) La monnaie et la douane,
- d) La justice de droit français.

III. Un référendum portant sur les desiderata ci-dessus.

Le Cameroun sous administration française a une évolution politique, économique et sociale beaucoup plus poussée que celle de la Somalie italienne qui doit devenir indépendante en 1960. Son potentiel économique est dix fois plus élevé, ses réalisations sociales vingt fois plus importantes que ce qui existe sur ces plans au Cameroun britannique qui deviendra indépendant en 1959.

Corrélativement au désir des Camerounais, nous nous permettons de rappeler au Conseil ce qui avait été dit ici, ainsi qu'au sein de l'Assemblée générale, au cours des sessions ou séances précédentes. A tout seigneur, tout honneur. Nous commencerons donc par les assurances données par les autorités administrantes et dont la Sous-Commission 1 de la Quatrième Commission avait pris acte :

"A propos des dispositions des accords de tutelle relatives à la faculté qu'auront les autorités chargées de l'administration de constituer les Territoires sous tutelle en unions ou fédérations douanières, fiscales ou administratives, avec les Territoires avoisinants relevant de leur souveraineté ou placés sous leur contrôle, les délégations de l'Australie, de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni, en tant que délégations des Etats qui ont soumis des projets d'accords de tutelle à l'approbation de l'Assemblée générale, désirent donner l'assurance qu'elles ne considèrent pas les termes

des articles cités ci-dessus comme autorisant les gouvernements chargés de l'administration à établir une forme quelconque d'association politique entre les Territoires sous tutelle qu'ils administrent respectivement, d'une part, et les territoires avoisinants, d'autre part, qui entraînerait l'annexion des Territoires sous tutelle, sous quelque forme que ce soit, ou qui aurait pour effet d'effacer leur statut de Territoire sous tutelle". (Assemblée générale, documents officiels : septième session, supplément No 12 (A/2151, pages 5 et 6)).

C'est le représentant du Guatemala, M. Arenales Catalan, ici présent, qui avait fait, lors de l'examen, le 21 février 1956, de la situation dans le Togo sous administration française le rappel des assurances faites par l'un des représentants de la France. Tout le monde se rappelle les vues qu'avait émises le Gouvernement français en ce qui concerne ce même Togo l'année dernière au sein du Conseil comme au sein de l'Assemblée générale.

Nous sommes d'accord avec le représentant de l'Inde, M. Jaipal, lorsqu'il déclare (687ème séance du vendredi 16 mars 1956) :

"Comme le savent les membres du Conseil, ma délégation a toujours été favorable au principe de la fixation d'un délai en matière de progrès des Territoires sous tutelle. Nous nous sommes pleinement expliqués sur la nécessité de conduire un développement selon des plans élaborés à l'avance et dans des délais déterminés."

Nous souscrivons également aux paroles du représentant des Etats-Unis d'Amérique, M. Gerig, qui a déclaré, au cours de la même séance :

"Plusieurs orateurs ont mentionné la question des délais dans la mesure où il est question de l'accession des Territoires à l'autonomie ou à l'indépendance. Sur ce point, je voudrais préciser l'attitude du Gouvernement des Etats-Unis. Nous estimons que, chaque fois que cela paraît utile, il convient de fixer une date pour établir le moment où un Territoire donné pourra accéder à l'autonomie ou à l'indépendance..."

"A notre avis, la fixation des délais intermédiaires permettrait à la population des territoires non autonomes ou sous tutelle de voir plus clairement la direction à prendre. Une série d'objectifs sur le plan de l'enseignement établirait une atmosphère de confiance et de compréhension grâce à laquelle les territoires intéressés pourraient atteindre plus rapidement le but final."

Nous emprunterons au représentant de l'Inde, M. Krishna Menon, deux phrases que nous relevons dans le compte rendu de la 694ème séance du 26 mars 1956 :

"...Le tragique de la situation, c'est que les réformes envisagées dans les Territoires dépendants viennent souvent trop tard ou qu'elles sont insuffisantes..."

"... Nous voulons donc faire remarquer à ce stade du débat que les réformes envisagées auraient pu être appropriées, à la lumière des événements de 1955, ou auraient pu constituer tout ce que l'opinion publique française aurait pu concéder à l'époque; mais, dans les circonstances actuelles, elles sont insuffisantes."

Nous passons volontairement sous silence les déclarations faites, au cours des 671ème et 687ème séances du Conseil, par le représentant de l'Union soviétique, et couronnons notre approbation par l'avertissement formulé naguère par le très distingué et éminent Président du Conseil, M. Asha :

"Nous ne pouvons pas nous permettre de croire que les peuples des Territoires sous tutelle, quelle que soit la structure sociale du Territoire, se contenteront d'arriver à l'autonomie politique par le même processus lent que celui qu'a connu notre civilisation au cours des siècles. Nous ne pouvons pas nous permettre de penser que les Africains, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, pas plus que les habitants des îles du Pacifique, attendront d'être capables de lire avant d'avoir le droit de vote. Ces peuples n'attendront pas d'avoir l'indépendance absolue pour que leurs dirigeants élus puissent assumer des responsabilités politiques; ils ne voudront pas attendre jusqu'à ce que l'économie du Territoire soit pleinement développée pour assumer le rôle de diriger leur pays..."

"... Quelquefois, de modestes réformes prises à temps évitent des mécontentements, des troubles et la perte de vies humaines. Nous devrions tous apprendre, et ne pas l'oublier, le dicton américain ou anglais selon lequel une petite mesure prise à temps peut éviter une catastrophe..."

Le Cameroun serait devenu autonome depuis 1952, époque de la première demande des populations, dont le désir a coïncidé avec la résolution 558 (VI) de l'Assemblée générale. Il serait devenu autonome si avait été prise en considération une deuxième résolution - la résolution 752 (VIII), du 9 décembre 1953 - par laquelle l'Assemblée générale recommandait "à l'attention des Autorités chargées de l'Administration des autres Territoires sous tutelle l'exemple que donne l'Autorité chargée de l'administration du Samoa occidental en invitant les habitants eux-mêmes à formuler, en 1954, des propositions en vue de la création d'un Etat autonome".

Nous sommes en 1957. Nous laissons le Conseil juge de cette carence caractérisée de la France, qui a déjà lassé par deux fois, et de façon tragique, les Camerounais.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je me limiterai à faire quelques brèves observations générales sur l'audition accordée aux pétitionnaires.

Nous regrettons d'avoir entendu dire qu'il y avait eu des fraudes électorales dans ce Territoire sous tutelle et nous espérons que les intéressés auront la possibilité d'interjeter appel auprès des Cours locales, s'il y a lieu.

Quant au caractère inadéquat du statut actuel, je dirai simplement que, lorsqu'il aura été rendu public à ce Conseil, nous l'examinerons attentivement, eu égard aux dispositions de l'Accord de tutelle et de la Charte des Nations Unies, notamment. Au cours de cet examen, nous tiendrons compte, bien entendu, des observations faites par les pétitionnaires.

Les pétitionnaires ont beaucoup insisté sur la question de l'indépendance pour le Territoire sous tutelle. Nous savons tous que l'indépendance est l'un des objectifs fondamentaux du régime de tutelle. Je ne doute pas que la France entend voir le Territoire sous tutelle atteindre cet objectif. Tous les peuples non autonomes ont droit à une existence autonome et indépendante. Quels que soient les obstacles placés sur leur chemin, ils parviendront à l'obtenir selon leurs propres voies et moyens.

Nous espérons que le mouvement d'indépendance dans ce Territoire sous tutelle sera pacifique; cela dépendra, non seulement de l'attitude unie et disciplinée de la population elle-même, mais encore de la politique suivie par la France. La plus grande part de responsabilité, croyons-nous, incombe à l'Autorité administrante.

Nous tenons à remercier les pétitionnaires des observations si intéressantes qu'ils ont bien voulu présenter au Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un certain nombre de membres du Conseil désirent encore poser des questions aux pétitionnaires. Je rappelle au Conseil qu'à l'ordre du jour de la présente séance figure également un point relatif aux dispositions concernant l'envoi d'une mission de visite périodique en Afrique orientale. Afin de permettre à certaines délégations de prendre une décision définitive à cet égard, je propose une suspension de séance de vingt-cinq minutes.

La séance, suspendue à 15 h. 50, est reprise à 16 h. 30.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ENVOI D'UNE MISSION DE VISITE PERIODIQUE DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE DE L'AFRIQUE ORIENTALE EN 1957 /Point 5 de l'ordre du jour/

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Si le Conseil est d'accord, je lui propose d'aborder l'examen des quelques points qui figurent encore à notre ordre du jour avant de terminer l'audition des pétitionnaires du Cameroun sous administration française. J'espère que les membres du Conseil seront d'accord avec moi pour suivre cette procédure, car je désire vivement que ces questions soient réglées avant la fin de la présente séance.

Le premier point concerne les dispositions relatives à l'envoi d'une mission de visite périodique dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale. Conformément à la pratique établie, chaque mission de visite périodique comprend quatre personnes désignées respectivement par les Etats Membres. Je voudrais inviter le Conseil à choisir ces quatre Etats Membres.

En ce qui concerne la méthode de choix, je prie les membres du Conseil de se reporter à l'article 41 du règlement intérieur qui est ainsi conçu :

"L'élection du Président et celle du Vice-Président du Conseil de tutelle ont lieu au scrutin secret et séparément. Le Conseil peut décider que l'élection à tout autre poste ou fonction créé par le Conseil a lieu également au scrutin secret."

Si le Conseil est d'accord, je propose que cet article s'applique au choix des membres de la mission de visite. S'il n'y a pas d'objections, le Conseil procédera à un vote au scrutin secret, conformément à l'article 43 de son règlement intérieur.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais savoir, Monsieur le Président, la raison de cette hâte à régler cette question. La Mission doit-elle partir demain matin pour le Territoire ? Peut-être pourrions-nous poursuivre la discussion des questions en cours d'examen. Pourquoi devons-nous prendre immédiatement une décision sur la question du choix des membres de la Mission de visite ? Si je comprends bien, la Mission de visite ne partira pas avant la fin de la présente session. Je voudrais simplement obtenir une explication.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ma seule réponse au représentant de l'Union soviétique est que nous sommes saisis de cette question depuis longtemps. Si le représentant de l'Union soviétique formule des objections à cet égard et si le Conseil veut ajourner la discussion de cette question, je n'ai aucune raison particulière d'insister pour qu'une décision soit prise rapidement. Je croyais que le Conseil était d'accord pour discuter cette question aujourd'hui.

M. MUFTI (Syrie) : Etant donné que ce point figure à notre ordre du jour, ma délégation estime que tous les membres du Conseil ont la faculté de prendre la parole pour exprimer leur opinion à cet égard, conformément à la procédure qui a été suivie en ce qui concerne tous les points de notre ordre du jour. Si une délégation désire prendre la parole maintenant et se prononcer sur ce point de l'ordre du jour, il lui est tout à fait loisible de le faire et nous sommes disposés à l'écouter.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je serai certainement très heureux de donner la parole à tout membre du Conseil qui voudra exposer son attitude et celle de sa délégation. Je n'ai jamais refusé de donner la parole à un membre du Conseil et je ne le ferai jamais.

Un membre du Conseil désire-t-il exposer son opinion sur cette question ?

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas demandé la parole pour exprimer mon opinion sur cette question. Je voulais simplement demander si le point 2 de l'ordre du jour est déjà épuisé. Si tel est le cas, c'est-à-dire si l'examen de la situation au Cameroun sous administration française est terminé, je suis d'accord pour passer au point 3. Vous avez indiqué, Monsieur le Président, que la question du choix

des membres de la Mission de visite figurait depuis longtemps à l'ordre du jour. Mais je crois pouvoir vous rappeler que le point 2 figure à l'ordre du jour depuis tout aussi longtemps. Pourquoi, dans ces conditions, passer maintenant au point 3 en laissant le point 2 en suspens ? Mais si le Conseil a décidé de passer à l'examen du point 3, je n'ai pas d'objections à formuler. Je voulais simplement connaître les raisons de cette décision.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois devoir une explication au représentant de l'Union soviétique.

En premier lieu, comme chacun sait, le Conseil ne se réunira plus avant vendredi.

En second lieu, la Mission de visite doit partir le 10, le 12 ou le 15 juillet.

Troisièmement, les gouvernements devront désigner leurs représentants à cette mission. C'est là la procédure que nous devons suivre. Ici, nous élistons des Etats Membres, mais non des représentants individuels. Le Conseil devra également se prononcer sur les personnalités en cause.

La raison pour laquelle nous avons interrompu l'examen de la question en discussion est simplement un désir de hâter une décision à cet égard, étant donné que le Conseil ne se réunira que vendredi. Nous continuerons l'audition des pétitionnaires aussitôt que nous aurons pris une décision sur cette question. Si le représentant de l'Union soviétique désire proposer l'ajournement de cette question, je suis prêt à mettre sa proposition aux voix.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je sais que cette question figure à l'ordre du jour depuis très longtemps et que des efforts ont été accomplis pour essayer d'arriver à un accord sur la composition de la Mission de visite. Mais il semble y avoir encore certaines difficultés. Je comprends parfaitement les raisons exposées par le représentant de l'Union soviétique.

S'il n'y a pas d'objections insurmontables, je crois qu'il serait sage, étant donné les circonstances, de renvoyer la décision jusqu'à notre prochaine séance. Je ne pense vraiment pas qu'il y ait à cet égard des objections insurmontables.

AS/nk

T/PV.786
- 59/60 -

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je n'ai aucun désir d'insister pour que cette question soit examinée aujourd'hui. Si certains membres du Conseil veulent qu'elle soit renvoyée - et si le Conseil est d'accord - j'en ajournerai l'examen jusqu'à vendredi. S'il n'y a pas d'objections, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

VINGTIEME SESSION DU CONSEIL DE TUTELLE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais inviter le Conseil à prendre certaines décisions urgentes en ce qui concerne l'organisation de la prochaine session. Normalement, la question devrait être discutée par le Conseil en fin de session. Mais le Conseil est tellement en retard sur son programme que cette discussion ne souffre guère d'être différée. Il ne semble pas que la présente session puisse prendre fin avant le 12 ou le 13 mai. Le Conseil de tutelle devrait tout d'abord décider de la date d'ouverture de la vingtième session. Conformément à l'article premier du règlement intérieur, la seconde session ordinaire de l'année est convoquée pour le mois de juin. Cette année, le Conseil éprouvera certainement quelque difficulté à appliquer cette disposition de son règlement intérieur : à la suite de la décision prise d'ajourner l'examen de deux questions importantes (examen de la situation au Tanganyika et examen du rapport de la Banque internationale relatif à la Somalie), la session d'été sera beaucoup plus longue que de coutume; dans la seconde moitié de juillet, un certain nombre de délégués seront retenus par les travaux d'autres organes des Nations Unies, notamment par les travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. Dans ces conditions, je suggère que le Conseil suspende l'application de l'article premier de son règlement intérieur et décide que sa prochaine session s'ouvrira le 20 mai. Y a-t-il des objections?

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Cette question prend ma délégation entièrement au dépourvu. Encore qu'elle soit urgente, l'est-elle au point d'exiger une décision aujourd'hui même?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A moins que le représentant de l'Australie ait une objection sérieuse, cela serait préférable. S'il m'est permis de continuer, j'exposerai les raisons pour lesquelles il est impérieux de prendre une décision aujourd'hui même.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas vous interrompre, Monsieur le Président, mais je souscris pleinement à ce que vient de dire le représentant de l'Australie. La déclaration que vous venez de faire

soulève divers points sur lesquels ma délégation n'est pas actuellement en mesure de se prononcer. Nous voudrions pouvoir consulter notre gouvernement. Pour notre délégation, la date de l'ouverture de la prochaine session a de l'importance; des délégués doivent venir de l'Inde. Il serait bon de ne pas insister pour une décision immédiate et de nous laisser le temps d'étudier votre proposition.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je me rends volontiers au vœu du Conseil mais j'espère que, vendredi, nous serons en mesure de prendre une décision définitive sur les deux points qui viennent d'être évoqués.

M. MUFTI (Syrie) : J'ai trois questions subsidiaires à poser, qui ne portent peut-être pas directement sur l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil mais qui ont une certaine importance pour ma délégation. Quelques précisions fournies par le Secrétariat aideraient ma délégation à prendre une décision eu égard à la prochaine session du Conseil. Ma délégation voudrait savoir : 1) à quelle date la Commission de l'Assemblée générale doit se rendre dans le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française? 2) à quelle date le rapport de cette commission sera établi? 3) quelle date est prévue pour la session extraordinaire du Conseil de tutelle?

M. WIESCHHOFF (Secrétaire du Conseil de tutelle) (interprétation de l'anglais) : La Commission spéciale doit quitter le Siège aux environs du 20 mai, à destination de l'Europe, pour arriver dans le Territoire sous tutelle aux environs du 1er juin. On escompte que son rapport pourra être distribué aux environs du 20 août, cette date étant naturellement fonction des travaux de la Commission. On présume que le Conseil de tutelle jugera bon de tenir, sur cette question, une session extraordinaire peu avant l'ouverture de la douzième session de l'Assemblée générale, aux environs du 12 septembre.

M. MUFTI (Syrie) : Il semble par conséquent qu'aucune date définitive n'ait été prévue en ce qui concerne la session extraordinaire du Conseil.

M. WIESCHHOFF (Secrétaire du Conseil de tutelle) (interprétation de l'anglais) : Il va de soi qu'aucune date ferme ne peut être établie avant que le rapport du Conseil de tutelle ne soit prêt. Il a été d'usage au Conseil, dans les cas de ce genre, de décider, à la fin de la session d'été (en l'occurrence la vingtième session), que le Président aura latitude de convoquer le Conseil à toute date jugée utile pour la tenue d'une session extraordinaire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je me permets d'insister pour que le Conseil puisse prendre une décision définitive vendredi.

Nous devons également prévoir l'ordre du jour provisoire de la prochaine session, qui doit être notifié aux Etats Membres par le Secrétariat. Là aussi, il semble que nous devrions renoncer à l'application de certaines dispositions du règlement intérieur.

Je considère comme extrêmement important que l'un et l'autre points soient réglés vendredi.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Vous avez été interrompu, Monsieur le Président, alors que vous vous apprêtiez à fournir certaines explications. Vous serait-il possible de le faire maintenant?

M. BARGUES (France) : J'avais demandé la parole pour faire justement la suggestion qui vient d'être faite par le représentant de l'Inde. Je pense qu'il serait opportun, pour que les délégations qui ont demandé le report de cette question à vendredi aient le temps de réfléchir, de façon que nous ne soyons pas obligés de reporter à nouveau ce débat, que vous nous fassiez part des suggestions que vous aviez l'intention de nous communiquer.

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 /3 c/ ET AUDITIONS DE PETITIONNAIRES DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE /RESOLUTION 1067 (XI) DE L'ASSEMBLEE GENERALE/ /14/ : AUDITION DES REPRESENTANTS DE L'UNION DES ASSOCIATIONS TRADITIONNELLES (A/RÉS/500; T/1284, 1304, 1307; T/PET.5/L.433; T/L.736) (suite)

Sur l'invitation du Président, Mm. Anjembé Menye, Kingué Jong, Philippe Mbarga et Gustave Ngomba prennent place à la table du Conseil.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation n'a pas l'intention de retarder les travaux du Conseil. Par conséquent, je n'aurai pas d'autres questions à poser aux pétitionnaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Aucun membre du Conseil n'ayant de questions à poser, nous avons terminé notre ordre du jour pour cet après-midi. Je voudrais remercier les pétitionnaires pour leurs déclarations et pour les réponses qu'ils ont bien voulu nous donner.

Les pétitionnaires se retirent.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Certains membres ont exprimé le désir, à des séances antérieures, de présenter des observations à la suite de l'audition des pétitionnaires. Puis-je leur demander s'ils sont disposés à le faire aujourd'hui ou au cours d'une prochaine séance ?

Puisqu'aucun d'entre vous n'a l'intention de présenter des observations au sujet des déclarations des pétitionnaires du Cameroun, le Conseil en a donc terminé pour aujourd'hui. La prochaine séance aura lieu vendredi à 14 heures, et l'ordre du jour sera le suivant : Rapports du Comité permanent des pétitions; projet de résolution de l'Union soviétique sur les pétitions concernant le Cameroun sous administration française (T/L.748); désignation des membres du Comité permanent des pétitions; Cameroun sous administration britannique : rapport du Comité de rédaction; Ruanda-Urundi : rapport du Comité de rédaction; Togo sous administration française : projet de résolution présenté par l'Inde et les Etats-Unis; organisation des travaux de la vingtième session; élection des membres de la Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale.

La séance est levée à 16 h. 55.